

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 AVRIL 1921.

Projet de loi relatif aux Bibliothèques publiques

EXPOSE DES MOTIFS

MESSIEURS,

La loi que j'ai l'honneur de proposer au Parlement a pour but la création, le développement, la multiplication de bibliothèques publiques accessibles à tous les citoyens.

J'ai toujours considéré la bibliothèque publique comme le complément indispensable de l'école, et je juge inutile de développer longuement cette opinion qui ne rencontre point de contradicteurs. Mais il faut reconnaître que si cette vérité n'est point contestée, elle a été peu agissante. En dépit de certaines initiatives dont je ne veux pas diminuer le mérite, de certaines institutions remarquables installées dans quelques grands centres, nous sommes, en Belgique, dans une situation déplorable à cet égard, et dont nous avons honte lorsque nous nous comparons aux pays anglo-saxons.

Le développement de la bibliothèque publique doit donc être l'objet de la sollicitude du législateur. Ce devoir apparaît à l'heure actuelle comme particulièrement pressant, pour trois raisons principales : la première, c'est qu'une restauration nationale ne se conçoit point raisonnablement sans une restauration intellectuelle ; la seconde, c'est que l'introduction de la journée de huit heures dans les ateliers a pour conséquence l'octroi à la classe ouvrière de huit heures de loisir et que la réforme ne serait qu'une demi-réforme si, après avoir interdit l'abus de travail à l'usine, elle ne se compliquait point du souci d'offrir aux travailleurs l'emploi utile et sain de leurs loisirs nouveaux ; la troisième, c'est le prix élevé qu'atteignent les livres aujourd'hui, par suite des perturbations consécutives à la guerre, ce qui nécessairement en raréfie l'achat individuel.

J'ai donc cru nécessaire de constituer, dès que je l'ai pu, une Commission de personnalités particulièrement compétentes et autorisées pour étudier ce qui pouvait être réalisé dans cette direction.

De cette Commission, constituée par Arrêté du 30 août 1920, faisaient partie :

M. C. VAN OVERBERGH, ancien Secrétaire général du Ministère des Sciences et des Arts, *Président*;

M. Ad. RUTTEN, Directeur au Ministère des Sciences et des Arts, *Secrétaire*;

M. C. HUYSMANS, Membre de la Chambre des Représentants;

M. JAUNIAUX, Secrétaire général de la Centrale d'Éducation ouvrière;

M. NYNS-LA GYE, Trésorier du Comité central des Œuvres de Lecture populaire;

M. PARENT, Secrétaire général de la Fédération des Universités populaires et de l'Œuvre d'Éducation populaire du Centre;

M. PIÉRARD, Membre de la Chambre des Représentants;

M. POLDERMAN, Chargé de Cours à l'Université de Gand;

M. R. SAND, Professeur à l'Université libre de Bruxelles, Secrétaire de la Fondation universitaire;

M. le R. P. SCHMITZ, Directeur de l'Œuvre des Bibliothèques choisies.

Ils m'ont remis en février 1921 un remarquable rapport dont j'ai été heureux d'approuver les principales conclusions. J'annexe au présent exposé des motifs les passages de ce rapport qui me paraissent mieux justifier le projet de loi que je ne pourrais le faire.

J'ai simplement adouci ce que leur projet avait de trop impératif et de trop absolu. Je n'ai pas voulu imposer aux communes, à un moment où leurs finances incertaines leur donnent tant d'inquiétudes, des charges dont elles ne comprendraient pas la nécessité. La loi ne sera donc appliquée qu'au fur et à mesure des adhésions des intéressés. Là où l'Administration communale sera rétive ou indifférente, elle sera tenue seulement d'établir une bibliothèque publique lorsqu'elle en sera sollicitée par des électeurs ou électrices représentant le cinquième du corps électoral.

Cette disposition s'inspire de la loi anglaise connue sous le nom d'« Ewarts' act », à laquelle on peut attribuer en grande partie le prodigieux développement des bibliothèques publiques dans le Royaume-Uni.

Elle me paraît concilier heureusement les nécessités générales et le principe de l'autonomie des pouvoirs locaux. Les pétitionnements seront d'excellentes occasions de propagande qui démontreront, peu à peu, à la grande masse, les avantages des bibliothèques publiques et la réforme s'étendra, sans contrainte, à mesure qu'elle sera conquise par la persuasion et la leçon des faits.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

J. DESTRÉE.



ANNEXE A L'EXPOSE DES MOTIFS.

La Bibliothèque publique.

La bibliothèque publique dont s'occupent nos résolutions et notre avant-projet de loi est le complément indispensable des établissements scolaires et constitue peut-être l'institution post-scolaire la plus utile et la plus féconde. Elle s'adresse à tous les citoyens et à toutes les citoyennes de tous les âges. Elle leur offre une lecture pour la distraction, l'instruction et l'éducation au sens le plus large.

Dans toute bibliothèque publique, à clientèle populaire, il y aura donc de nombreuses catégories de livres : des œuvres d'imagination et de formation pour enfants, adolescents et adultes, des livres d'histoire et des récits de voyage, des manuels de science, de technique, de culture artistique et morale, de littérature, etc..., une documentation aussi complète que possible sur les divers métiers et professions, sur l'économie politique et domestique, sur les droits et obligations des citoyens.

Il y aura aussi, s'il y a moyen, des livres de référence — dictionnaires, manuels, etc. — des guides de voyage, des revues, des annuaires et des journaux.

Par un perfectionnement progressif mais continu, la bibliothèque publique doit devenir le centre de lecture et un centre de prêts à domicile. La plupart des bibliothèques dites populaires, actuellement existantes dans notre pays, n'ont encore d'organisé que le prêt à domicile.

L'expérience nationale prouve, comme l'expérience internationale, qu'une bibliothèque publique bien outillée pourrait exister partout, comme partout l'école existe. C'est une des conditions du développement intellectuel et moral de nos populations.

Au moment où la loi des huit heures va donner des loisirs aux classes laborieuses, il semble bien que la bibliothèque publique soit plus indispensable que jamais. Le jour où le citoyen aura pris l'habitude de se rendre une heure ou deux par jour dans la salle de lecture de la Bibliothèque, on pourra constater une notable élévation du niveau intellectuel et moral du peuple.

Pour attirer la foule, cette salle de lecture sera claire et confortable. Les modèles sont nombreux à l'étranger et même chez nous.

Lorsque la localité sera trop petite pour créer dès le début une salle de lecture, on se contentera d'une salle pour la distribution des livres en prêt. L'essentiel, c'est que le réservoir d'alimentation intellectuelle existe, fonctionne et attire.

Tels sont les caractères fondamentaux de la Bibliothèque publique dont notre Commission souhaite l'établissement dans chacune des communes de notre pays.

Pour réaliser ce but — établir une bibliothèque publique en chaque commune — faut-il recourir à une loi ou suffit-il d'un certain nombre d'encouragements officiels, comme dons de livres, subsides, etc. ?

La Commission estime qu'une loi est nécessaire.

C'est pourquoi elle a synthétisé ses travaux en un projet de loi clair et concis.

Lorsque le pays se sera rendu compte des services qu'il pourra retirer de cette institution, aussi précieuse que l'école, il n'hésitera pas à consentir les sacrifices nécessaires.

Caractères du projet de loi.

Notre projet de loi s'en tient aux principes essentiels, aux directives d'action.

Il laisse une grande liberté au Pouvoir exécutif. Dans une matière aussi neuve, il faudra beaucoup de souplesse.

Le projet ne contient que six articles, relatifs aux subsides, aux conditions de ce subside, à la rémunération et à la protection du personnel et aux deux nouveaux organes administratifs : l'inspection centrale et le Conseil supérieur des bibliothèques.

Le Conseil supérieur sera, à notre avis, un puissant facteur de développement et de perfectionnement des bibliothèques.

Si on voulait résumer en quelques mots l'économie générale du projet de loi, on pourrait dire qu'il tend à établir, dans chaque commune, au moins une bibliothèque communale ou adoptée, qu'il accorde des subsides à toutes les bibliothèques, fussent-elles libres pourvu qu'elles remplissent les sept conditions exigées; qu'elle crée un minimum d'indemnité pour les bibliothécaires et qu'elle protège contre l'arbitraire le personnel des bibliothèques communales et adoptées; qu'elle préconise la nomination d'inspecteurs qui seront les yeux du Gouvernement et la création d'un Conseil consultatif doté de l'initiative indispensable.

Au moins une bibliothèque par commune.

Le Ministère des Sciences et des Arts reconnaît aujourd'hui 1,601 bibliothèques publiques. *Il ne connaît aucune bibliothèque dans 1,490 localités.* S'il existe d'autres bibliothèques non reconnues par le Ministère, — et il en est — il est certain qu'en un grand nombre de communes il n'y a pas de bibliothèque publique digne de ce nom. L'enquête récente faite par le Ministère de l'Agriculture sur la situation des ouvriers agricoles révèle que ces travailleurs ne lisent guère. Les ouvriers et les employés des centres industriels et des villes lisent peu, beaucoup trop peu.

Pour faire naître le désir de lire, il faut, d'abord, pouvoir offrir de la lecture. C'est pourquoi le premier devoir de la commune est de mettre une bibliothèque bien installée, bien outillée et bien administrée à la disposition de ses habitants.

Cependant, tenant compte de certaines éventualités — communes de très

faible population, hameaux dont la population est partagée entre plusieurs communes — nous admettons que plusieurs localités pourront se réunir pour fonder une bibliothèque. En pareil cas, le Conseil supérieur des bibliothèques publiques donnera son avis au Ministre. Cet avis ne sera jamais favorable quand l'on s'apercevra que la proposition de créer une seule bibliothèque pour plusieurs communes s'inspire uniquement du désir de dépenser le moins possible en faveur du développement intellectuel de la population.

La loi indique les charges minimales de la commune : l'entretien, l'aménagement, le chauffage et l'éclairage du local et aussi une contribution annuelle d'au moins 25 centimes par tête d'habitant pour l'entretien de la bibliothèque.

Quand on songe à l'utilité de la bibliothèque pour l'individu, la famille et la collectivité, le sacrifice financier ne paraîtra pas élevé. D'autant plus qu'il s'agit, au fond, plus d'un placement que d'un sacrifice. Cette modeste avance rapportera au centuple en utilités sociales diverses.

Ce taux de 25 centimes n'est évidemment qu'un minimum que les administrations communales, conscientes de leurs devoirs, se hâteront de dépasser.

Comme en matière scolaire.

La commune peut ou bien créer une bibliothèque communale, ou bien adopter une bibliothèque libre.

Dans le premier cas, elle administre directement la bibliothèque. Dans le second cas, elle s'en remet au Comité directeur de la bibliothèque adoptée pour le bon emploi du crédit communal selon les directives indiquées dans le contrat d'adoption.

Bien entendu, qu'elle soit communale ou adoptée, la bibliothèque est accessible à tous les habitants.

La commune n'est pas tenue de subsidier ou d'aider les bibliothèques dues à l'initiative privée. Si celles-ci remplissent les sept conditions énumérées à l'article 2 du projet de loi, elles recevront l'aide et les subsides de l'État.

L'inspection est chargée de faire rapport sur toute bibliothèque — communale, adoptée ou adoptable — qui demande un subside de l'État.

Si ce rapport conclut au refus et que la Bibliothèque se croit condamnée à tort, elle pourra en appeler au Ministre qui, pour s'éclairer, prendra l'avis du Conseil supérieur. Cette procédure est de nature à inspirer confiance à tous.

Donc, si la commune n'est pas obligée de prêter une aide active à la bibliothèque adoptable, rien n'empêche qu'elle le puisse faire. Elle le fera sans doute quand la Bibliothèque en question rendra de réels services à la population. Elle agira ainsi parfois par pur intérêt : voici, par exemple, une commune de dix mille habitants qui décide de créer une bibliothèque communale; l'Administration connaît l'existence dans la localité de deux autres bibliothèques adoptables ; l'une a de précieuses collections d'ouvrages sur les doctrines socialistes, sociologiques, économiques, syndicales, etc.; l'autre

possède une collection de livres ayant trait aux questions religieuses, morales, professionnelles et à la littérature catholique ; l'administration communale n'aura-t-elle pas quelque intérêt à reconnaître ces œuvres libres, à les soutenir et même à les subsidier, de telle façon que ces trois bibliothèques puissent être considérées comme des parties d'un tout, au point de vue de leur utilité publique ? Ainsi la bibliothèque communale n'aurait pas besoin d'acheter pour elle les collections qui existent dans les deux bibliothèques libres.

Bien entendu, les trois bibliothèques sont accessibles à tous les habitants de la commune : c'est une des conditions du subside de l'État.

Dans cette voie, on poussera le plus possible à la tolérance et au rapprochement entre personnes et institutions également dévouées à l'œuvre commune : le développement intellectuel du peuple et son élévation morale.

Si, dans la loi, il faut se borner à fixer des principes directeurs, dans ce rapport, nous estimons nécessaire d'émettre des considérations du genre de celles qui précèdent et de faire connaître certaines suggestions intéressantes faites au cours des séances de la Commission.

Voici une bibliothèque adoptable qui ne dispose pas d'un local satisfaisant ; si elle s'adresse à la Bibliothèque communale ou adoptée, pour pouvoir disposer de quelques rayons, il conviendrait d'examiner pareille demande avec la plus grande bienveillance et le vif désir d'aboutir. Qu'arriverait-il dans le cas où elle obtiendrait satisfaction ? Son bibliothécaire se rendrait à la bibliothèque communale aux heures d'ouverture. Il aurait à suivre les indications du bibliothécaire communal quant aux règles et à la discipline de l'institution. Il servirait ses lecteurs et ceux-ci passeraient souvent au rayon d'à côté pour demander au bibliothécaire communal un roman, un livre technique ou tout autre volume ne figurant pas au catalogue plus spécialisé de la bibliothèque adoptable.

Toujours dans le but d'unir les bonnes volontés, nous souhaitons que le Conseil supérieur des Bibliothèques publiques conseille aux diverses œuvres de lecture publique de se réunir par ville ou par région pour entreprendre certaines propagandes en commun : répandre des avis qui feront connaître l'existence et le fonctionnement des bibliothèques de la région, faire apposer des affiches qui exaltent les bienfaits de la lecture, organiser des conférences de propagande, réunir les bibliothécaires afin qu'ils se communiquent réciproquement les perfectionnements dus à l'expérience, etc..

La Commission n'a pas voulu insérer dans le projet de loi la manière dont sera administrée la bibliothèque communale. Il faut tenir compte de l'autonomie communale, des circonstances locales et des possibilités.

Toutefois, il a été entendu que le rapport donnerait quelques indications générales.

Le Conseil communal donc désigne le bibliothécaire et le Comité directeur. Feraient partie de ce Comité : le bibliothécaire, l'échevin de l'instruction publique, deux conseillers, un membre du personnel enseignant primaire, un membre représentant l'enseignement technique lorsqu'il existe, un membre représentant l'enseignement moyen, s'il y en a.

Chaque bibliothèque adoptable aurait le droit de soumettre au Conseil

communal une liste de trois candidats au Comité directeur; le Conseil communal choisirait alors un membre parmi les candidats présentés.

Pour la bibliothèque communale adoptée, la formule changerait évidemment : les fondateurs de la bibliothèque adoptée désigneraient la majorité des membres du Comité directeur.

Le Conseil communal y déléguerait l'échevin de l'Instruction publique. Les différents enseignements y seraient représentés et chaque bibliothèque adoptable aurait le droit de présenter trois candidats et l'un d'eux serait choisi.

Pour les enfants.

En introduisant dans l'administration de la bibliothèque publique les représentants du corps enseignant, on facilitera les rapports entre la bibliothèque et les écoles. Les représentants des écoles indiqueront les livres qui conviennent le mieux à leurs élèves et ils s'engageront, par cela même, à diriger leurs élèves vers la bibliothèque.

Il y a, dans ce domaine, toute une éducation à faire.

Il faut que l'on apprenne à tous les enfants, non pas à dévorer des livres, n'importe quels livres, mais à lire en comprenant, en augmentant considérablement le vocabulaire, en percevant avec une netteté de plus en plus grande l'enseignement contenu dans les livres.

Tout en considérant que les mesures détaillées devraient être proposées par le futur Conseil supérieur des bibliothèques publiques, la Commission se permet d'attirer dès à présent l'attention de M. le Ministre des Sciences et des Arts sur l'opportunité d'engager les maîtres et les maîtresses à introduire à l'école « l'heure des contes » tout en leur recommandant d'apprendre méthodiquement à bien lire aux enfants.

Nous n'avons pas voulu mettre dans le projet de loi qu'il y aura obligatoirement des séances de prêt pour enfants.

Mais dans les instructions, conseils et directives qui émaneront de l'administration centrale et dans le *Bulletin des Bibliothèques* que devra publier, selon nous, le Conseil supérieur des bibliothèques publiques, on attachera à cette question toute l'importance qu'elle mérite.

L'étranger nous a montré la voie. Les expériences belges ont déjà réussi. Il suffit de les multiplier et de les perfectionner.

Bibliothèques subsidiables.

A l'article 2 sont indiquées les conditions que doit remplir une bibliothèque pour avoir droit à l'aide et aux subsides des pouvoirs publics.

Comme nous l'avons déjà dit, c'est l'inspecteur qui jugera, en première instance, si le local est convenable et si les autres conditions sont remplies. Il le fera suivant des normes qui seront fixées par les règlements généraux et spéciaux à proposer par le Conseil supérieur au Ministre.

Il importe de mentionner ici l'excellente initiative prise par le Ministre des Sciences et des Arts, d'attribuer des subsides aux communes qui, à l'occasion

de la construction des locaux scolaires, auront prévu l'édification d'une salle spécialement réservée à la bibliothèque.

Dans les communes des régions dévastées où n'existent plus ni maison communale, ni école, le Gouvernement devrait prévoir dans les plans de reconstruction, les locaux indispensables à la bibliothèque publique.

Il ne suffit pas qu'il y ait des livres dans les rayons pour qu'une bibliothèque soit réellement publique. Il faut que le public la fréquente et y trouve un minimum suffisant de nourriture intellectuelle.

Le Conseil supérieur des bibliothèques publiques proposera au Ministre un règlement qui fixe le minimum de livres à posséder et le nombre minimum de prêts à effectuer annuellement.

La Bibliothèque publique sera accessible à tous les habitants de la localité, c'est une condition essentielle. Les séances de prêt seront d'autant plus nombreuses que la population sera plus importante. Un minimum de séances de deux heures par semaine est fixé dans nos résolutions. Quand le public aimera lire vraiment, il demandera et obtiendra des séances de prêt plus nombreuses. Dans les villes, il convient d'aboutir rapidement aux séances journalières.

La bibliothèque doit être gratuite. C'est le principe général : il sera d'application courante dans les bibliothèques communales et dans les bibliothèques adoptées. Mais pour la bibliothèque adoptable, œuvre de pure initiative privée, il faut prévoir des exceptions.

Dans les circonstances actuelles de vie chère, par exemple, beaucoup d'œuvres libres ne sauraient entretenir leurs bibliothèques, à plus forte raison les augmenter, si elles ne percevaient pas une modique location par prêt de volume au dehors. L'intérêt général des lecteurs et de l'État exigent donc que ces exceptions puissent être apportées à la règle générale.

La vie de la bibliothèque dépend en grande partie de la qualité de celui qui la dirige. De là, l'importance considérable que la Commission attache à la formation de bons bibliothécaires.

La formation des bibliothécaires.

Aujourd'hui s'improvise bibliothécaire qui veut. Aucune condition n'est requise.

Le jour où l'État donne des subsides importants aux Bibliothèques publiques, il a le droit d'exiger, parmi les conditions de l'octroi de ses subsides, la compétence professionnelle du bibliothécaire.

C'est la voie que le législateur belge a suivie en matière scolaire.

Cinq années après la promulgation de la loi, il faudrait que tout nouveau bibliothécaire de bibliothèque communale, adoptée ou adoptable possédât son certificat de bibliothécaire.

Le programme de l'examen n'est évidemment pas comparable à celui de bibliothécaire de la Bibliothèque royale.

Si la Commission n'a pas inscrit dans ses décisions le programme pratique et modeste auquel il convient de se tenir, c'est qu'elle a estimé que cet objet était de la compétence du Conseil supérieur des bibliothèques publiques.

A notre avis, ce serait là un des premiers objets dont ce Conseil devrait s'occuper. D'ailleurs, pour la formation professionnelle approfondie des bibliothécaires — qu'ils soient porteurs du certificat ou non — la Commission a prévu des conférences périodiques entre bibliothécaires. C'est une réplique des conférences des instituteurs.

Il va de soi que pour permettre aux candidats de se préparer, il faudra organiser dans les différentes régions un ensemble de cours appropriés. Le Conseil supérieur des bibliothèques publiques serait appelé à présenter un plan complet à M. le Ministre.

Rémunération des bibliothécaires.

Si l'on exige du bibliothécaire des connaissances spéciales, une régularité parfaite dans l'accomplissement de sa mission, il est juste qu'il ait une certaine rémunération.

Pour fixer cette rémunération, nous nous sommes inspirés de l'arrêté du 14 octobre 1920, qui accorde, à charge du Ministère des Sciences et des Arts, une indemnité de 75 francs à l'instituteur possédant le certificat d'aptitude à tenir une bibliothèque et une indemnité doublée s'il justifie avoir effectivement utilisé ses connaissances. Les chiffres suivants pourraient servir de base :

Pour une séance-semaine de prêt : 150 francs au bibliothécaire diplômé.					
—	—	—	75	—	non diplômé.
— deux	—	—	300	—	diplômé.
—	—	—	225	—	non diplômé.
— trois	—	—	450	—	diplômé.
—	—	—	575	—	non diplômé.

Cette rétribution est à charge de l'État, pour les 3/4 et à charge de la Province pour 1/4.

Quand une bibliothèque a un nombre de séances de prêts supérieur au minimum fixé par l'article 2 (condition 5), elle supporte la charge de l'indemnité supplémentaire qu'elle décide de payer au bibliothécaire.

L'Inspection.

L'inspection centrale est un des grands rouages de l'administration des bibliothèques publiques.

Les inspecteurs sont chargés de visiter toutes les bibliothèques au moins une fois par an, de s'assurer si elles sont établies dans un local convenable, si elles fonctionnent avec régularité, si elles remplissent toutes les conditions exigées par la loi et les règlements.

La sanction dont ils disposent est une arme efficace : la proposition de retrait des subsides.

Mais ils ne devront recourir à cette arme qu'à la dernière extrémité. Leur fonction principale sera moins de police que de propagande et de conseil.

L'objectif à viser est de multiplier les bibliothèques et les perfectionner. Leur mission est donc avant tout constructive.

La Commission estime que deux inspecteurs au moins devraient être nommés le plus vite possible : un pour la partie flamande, un pour la partie d'expression française.

En vue d'assurer l'unité de vues et d'action, l'inspection des Bibliothèques devrait être subordonnée immédiatement au chef du service des Bibliothèques à l'administration centrale.

Le Conseil supérieur des Bibliothèques publiques.

La mission du Conseil est considérable.

En toutes matières de sa compétence, le Conseil aurait le droit d'initiative. Le vaste champ de la lecture populaire, presque non encore défriché dans notre pays exige chez les conseillers du Gouvernement une certaine liberté d'allures et de recherches qui ne saurait être renfermée dans les étroites limites de la compétence ordinaire des anciens Conseils consultatifs, qui pour penser et proposer doivent être « saisis » par le Ministre.

Parmi les questions que le Conseil supérieur devra résoudre figure notamment celle de la publication d'un *Bulletin des Bibliothèques* et de la fondation éventuelle d'un *Office d'achat de livres*.

Lui seul, en effet, pourra se livrer aux enquêtes nécessaires en vue des propositions précises à présenter au Ministre.

L'Administration centrale.

Sous le régime d'une loi organique ou sous le régime d'une augmentation considérable du budget, le service central des Bibliothèques populaires est appelé à jouer un rôle beaucoup plus important qu'autrefois.

Dorénavant le service des bibliothèques publiques aura non seulement ses fonctionnaires et ses employés, mais ses inspecteurs et son Conseil supérieur. Tout cet ensemble devra « administrer » bientôt trois mille bibliothèques et davantage. Il devra répartir un budget important. Il lui faudra recueillir chaque année, les desiderata de milliers de bibliothécaires, et procéder à l'achat des livres à distribuer. Et puis, il y a ses enquêtes statistiques indispensables, la lecture des rapports annuels, la rédaction de son propre Rapport, et que d'autres travaux dont ceux-ci ne font que suggérer l'idée.

Coopération.

L'esprit qui anime toutes les décisions de la Commission est un esprit d'union. Il tend à rapprocher toutes les bonnes volontés pour atteindre le but : multiplier et perfectionner les bibliothèques publiques.

La Commission préconise le rapprochement dans les communes de l'action officielle et de l'initiative privée. Si elle n'en a pas formulé des propositions générales à imposer et si elle s'est contentée de suggestions, c'est qu'elle estime que dans les conditions présentes il vaut mieux laisser la place libre

aux initiatives : en ces matières délicates, il faut savoir profiter des circonstances.

L'autorité technique permanente du Conseil supérieur sera, espérons-nous, gardienne vigilante de cette politique de rapprochement, qui devra se produire aussi sur le terrain provincial.

Dès aujourd'hui plusieurs provinces, en Flandre et en Wallonie, ont favorisé les bibliothèques publiques. Il est regrettable que les autres n'aient pas encore suivi.

Le projet de loi imposera à toutes un minimum d'intervention qui ne sera, espérons-nous, que le point de départ d'une intervention plus importante.

En attendant, la grande réforme à réaliser sera de coordonner les efforts des provinces avec ceux des communes et de l'État. Notre Commission n'a pas cru devoir préconiser des mesures spéciales parce que celles-ci ne pouvant résulter que d'enquêtes et de négociations, ne paraissent pas de la compétence d'une institution temporaire comme la nôtre. Elle se contente de mettre en relief l'utilité et la nécessité de la coopération intime des trois Pouvoirs publics.

Une troisième forme de la coopération est indispensable, c'est celle du Gouvernement et de l'initiative privée et spécialement du *Comité central des Oeuvres de Lecture populaire*. Cette œuvre est connue et appréciée du Gouvernement, puisque celui-ci a résolu, à juste titre, de lui allouer un subside annuel pour l'aider à poursuivre sa mission patriotique.

Cette œuvre, née au cours de l'occupation, a relevé de leurs ruines 182 bibliothèques détruites par la guerre; elle a distribué en dons plus de 30,000 volumes à 1,525 bibliothèques; elle a fondé 1,031 bibliothèques nouvelles dont 766 dans les localités, qui n'en possédaient pas auparavant; elle a 1,224 caisses de cent volumes en circulation.

Dans l'esprit de la loi, une telle œuvre, qui groupe tous les partis politiques, aura deux missions spéciales à remplir : la première, d'administrer le service des bibliothèques circulantes, appoint puissant et nécessaire aux bibliothèques petites et moyennes; la deuxième, d'aider à la fondation de bibliothèques nouvelles, qui, avant d'être reconnues par le Gouvernement, ont à faire leurs preuves de viabilité.

Comme le Comité central des Lectures populaires subordonne son aide aux bibliothèques publiques, aux mêmes conditions que l'État, il en résulte que les efforts des deux services s'additionnent en vue du même but et au plus grand profit du bien commun. La division du travail, adoptée en ce moment entre les deux services évite les doubles emplois. Et comme l'esprit de rapprochement inspire l'action du Comité central depuis ses origines, qu'il résulte de sa nature même et de la composition de sa direction, il paraît que rien ne s'oppose et que tout s'accorde, pour souhaiter la continuation de la collaboration intime des deux services.

En résumé, coopération de l'initiative privée et de l'effort officiel au sein de la commune ou de plusieurs communes — coopération de la province et des communes, de la province et de l'État — coopération du Gouvernement

avec les grandes œuvres d'initiative privée : tel paraît être une des conditions essentielles du résultat le meilleur.

En résumé.

En somme, le régime le meilleur, — celui qui offrirait le plus de garanties — est celui de la loi organique. S'il pouvait être établi sans tarder, toute incertitude disparaîtrait et l'autorité compétente pourrait édifier définitivement l'édifice qui convient.

Il devrait fixer les grandes lignes de la politique en matière de bibliothèques publiques qu'entend suivre dorénavant le Gouvernement.

Les trois facteurs vivants nouveaux de la réalisation de cette politique devraient être créés sans retard, à savoir :

Le Conseil supérieur, l'Inspection centrale et le Bibliothécaire diplômé.

Les conditions nécessaires pour la jouissance des subsides officiels seraient promulguées.

A tout cela viendrait s'ajouter la coopération féconde de l'initiative privée et des trois Pouvoirs publics intéressés : la Commune, la Province et l'État.

L'Administration centrale animée plus que jamais de l'esprit de la réforme que nous préconisons, viendrait couronner cet ensemble imposant de bonnes volontés.

Lorsque dans chacune de nos 2,639 communes, il y aura au moins une bibliothèque publique bien organisée, on pourra songer peut-être à faire de la bibliothèque publique, le centre des OEuvres post-scolaires, comme l'école est le centre des œuvres scolaires. Tout en émettant ce vœu, la Commission ne s'est pas cru compétente pour présenter des propositions fermes. Aussi bien, ne conviendra-t-il de réaliser le premier point du programme — l'organisation de la bibliothèque — avant de songer à réaliser le second, l'organisation des œuvres post-scolaires autour de la bibliothèque ?

Quoiqu'il en soit, M. le Ministre, la Commission estime que si le Gouvernement adoptait nos suggestions, la question si importante des bibliothèques publiques serait sinon résolue, du moins sur le chemin de sa solution définitive.

Nos neuf résolutions, après des débats souvent animés, finirent toutes par être prises à l'unanimité. Le fait de cette unanimité obtenue d'hommes venant des points les plus opposés de l'horizon politique, prouve à lui seul, la fécondité de la bonne volonté et de la possibilité de l'entente et de la coopération active, en cette matière qui intéresse au plus haut point l'éducation publique.

Le Président,

CYR. VAN OVERBERGH.

Le Rapporteur,

A. JAUNIAUX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 APRIL 1921.

Wetsontwerp betreffende de openbare bibliotheken

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De wet welke ik de eer heb aan het Parlement voor te leggen heeft voor doeleinde het oprichten, ontwikkelen en vermenigvuldigen van openbare bibliotheken toegankelijk voor alle burgers.

Steeds heb ik de openbare bibliotheek als de onmisbare aanvulling der school aanzien en ik oordeel overbodig over die opinie, welke ten andere geen tegenspraak ontmoet, lang uit te weiden. Doch men hoeft toe te geven dat die waarheid, zoo niet tegengesproken, toch weinig is handelend opgetreden. Niettegenstaande zekere initiatieven wier verdienste ik niet vermindere wil, zekere merkwaardige instellingen in eenige groote centra opgericht, bevinden wij ons in België onder dat opzicht in een betreurenswaardigen toestand waarover wij ons beschaamd gevoelen wanneer wij ons met anglo-saksische streken vergelijken.

De ontwikkeling der openbare bibliotheek moet dus voor den wetgever een voorwerp van bezorgdheid uitmaken. Op het huidige uur komt die plicht bijzonder dringend voor, om drie hoofdredenen : de eerste dat een nationale wederopbouw moeilijk kan opgevat zonder geestelijke herstelling; de tweede bestaat hierin dat het in voege komen en het achruren-werk in de werkhuizen voor gevolg heeft aan de werlieden acht uren vrijen tijd te bezorgen, en dat de hervorming slechts op een halven maatregel zou uitloopen, zoo, na het werkmisbruik in de fabriek te hebben verboden, zij niet vergezeld ging met de bezorgdheid om aan de werkers een nuttig en gezond tijdsverbruik voor hun nieuwe vrije uren te verschaffen; de derde is de hooge prijs welke de boeken hedên ten dage bereiken, als gevolg der opvolgentlijke verstoringen door den oorlog teweeggebracht en welke noodzakelijk den individuen aankoop ervan verzeldzamen.

Ik heb het bijgevolg noodzakelijk geacht, zoodra ik de gelegenheid zag, om eene Commissie tot stand te brengen van personaliteiten met buiten-

gewone bevoegdheid en gezag tot het bestudeeren van wat in die lijn kon verwezenlijkt. — Van die Commissie, bij besluit van 30 Oogst 1920 ingesteld, maakten deel :

H. C. VAN OVERBERGH, gewezen Algemeene Secretaris van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten, *Voorzitter*;

H. RUTTEN, Bestuurder in het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten, *secretaris*;

H. C. HOYSMANS, lid der Kamer van Volksvertegenwoordigers;

H. JAUNIAUX, Algemeene Secretaris der Centrale voor werklieden opvoeding;

H. NYNS-LA GYE, Schatbewaarder van het midden Comité der werken van Openbaren lectuur;

H. PARENT, Algemeen Secretaris der Federatie der volks-universiteiten en van het Werk van volksopvoeding in het Centrum;

H. PIÉRARD, lid der Kamer van Volksvertegenwoordigers;

H. POLDERMAN, docent aan de Universiteit Gent;

H. D^r SAND, professor aan de vrije Universiteit Brussel, Secretaris der Universitaire stichting;

H. E. P. SCHMITZ, Bestuurder van het Werk der Keurboekerijen.

In Februari 1921 hebben zij mij een merkwaardig verslag ingezonden, waarvan ik gelukkig was de voornaamste gevolgtrekkingen goed te keuren. Bij deze Memorie van Toelichting heb ik de bijzonderste plaatsen van dat verslag gevoegd daar deze mij beter het wetsontwerp schijnen te verrechtvaardigen dan ik zelf vermogen zou.

Ik heb mij enkel veroorloofd, met instemming der leden van de Commissie, om te verzachten wat in hun ontwerp te gebiedend en te absoluut voorkwam. Op het oogenblik dat hunne onzekere geldelijke toestand hun zooveel onrust berokkent, heb ik aan de gemeenten geen last willen opleggen waarvan zij de noodzakelijkheid niet zouden inzien.

De wet zal dus slechts toegepast naar maat der bijtredende belanghebbers. Daar waar het gemeentebestuur weerbarstig of onverschillig zal zijn, zal zij er slechts toe gehouden worden om eene raadpleging van het gemeentekiezerskorps wanneer de aanvraag daartoe wordt gedaan door een aantal mannelijke of vrouwelijke kiezers dat een vijfde van het kiezerskorps vertegenwoordigt. Die schikking aardt naar eene dergelijke engelsche gekend onder den naam van Edwards'act waaraan men grootendeels de ongehoorde ontwikkeling der openbare bibliotheken in het Vereenigd Koninkrijk heeft te danken.

Zij schijnt mij op gelukkige wijze de algemeene noodwendigheden en het princip der onafhankelijkheid der plaatselijke macht overeen te doen komen. Die volkspetitionnementen zullen uitstekende gelegenheid verschaffen voor propaganda welke allengerhand aan de groote massa de voordeelen der openbare bibliotheken zullen bewijzen, en de hervorming zal zonder dwang uitgebreid, naarmate zij veroverd zal door overreding en de les der feiten.

De Minister van Kunsten en Wetenschappen,

J. DESTREE.

BIJLAGE AAN DE MEMORIE VAN TOELICHTING.**De Openbare Bibliotheek.**

De openbare bibliotheek waarvan spraak in onze beslissingen en in ons pro-wetsontwerp is de onmisbare aanvulling der schoolgestichten en mag misschien terecht aanzien als de nuttigste en vruchtbaarste postscolaire inrichting. Zij richt zich tot alle mannelijke en vrouwelijke burgers van allen ouderdom en biedt hun, in den breedsten zin, verstrooiende, leerrijke en leidende lectuur. In elke openbare bibliotheek, door het volk bezocht, zullen er dus talrijke boeken-categoriën aangetroffen worden: verbeeldings- en vormingswerken voor kinderen, jongelieden en volwassenen, boeken voor geschiedenis en reisverhalen, wetenschappelijke, technische, artistieke, moreele, en letterkundige handboeken, enz..., eene documentatie zoo volledig mogelijk aangaande de verschillende stielen en bedrijven, over de staat-huishoudkunde en de gewone huishoudkunde, over de rechten en plichten der burgers.

Tevens zullen er, zoo er middel toe bestaat, boeken zijn voor raadpleging — woordenboeken, handboeken en reisgidsen, tijdschriften, jaarboeken en dagbladen.

Bij middel van een geleidelijke doch volgehouden volmaking moet de openbare bibliotheek een middenpunt worden voor lectuur en voor uitleeningen ten huize. Het meerendeel der zoogenaamde volksbibliotheken hebben tot hiertoe enkel de uitleening ten huize ingericht.

Nationale zoowel als internationale ondervinding bewijst dat er overal mogelijkheid bestaat voor een openbare bibliotheek, zooals de school overal bestaat. Zulks vormt een der vereischten der intellectueele en zedelijke ontwikkeling onzer bevolking.

Op het oogenblik dat het achturenwerk vrijen tijd moet brengen aan onze werkende klassen schijnt de openbare bibliotheek noodzakelijker dan ooit. Den dag dat de burger de gewoonte zal hebben opgevat zich dagelijks een uur of twee naar de leeszaal der bibliotheek te begeven, zal er spoedig een merkelijke stijging van het verstandelijk en zedelijk hoogtepeil der bevolking waar te nemen vallen.

Ten einde de menigte aan te lokken, zal de leeszaal helder en gezellig zijn; er bestaan genoegzaam voorbeelden in den vreemde en zelfs bij ons.

Indien de plaatselijkheid te gering is om van in den beginne eene leeszaal op te richten zal men zich met eene zaal voor het uitleenen der boeken vergenoegen. Het voornaamste is dat de kern voor geestelijke voeding besta, werkdadig weze en aantrekkelijk.

Dat zijn de grondeigenschappen der openbare bibliotheek zooals onze Commissie er de oprichting van wenscht in iedere gemeente van ons land.

Ten einde dat doeleinde te bereiken, is het noodig tot eene wet te beslui-

ten of zijn een aantal officieele aanmoedigingen zooals giften van boeken, toelagen, enz., voldoende?

De Commissie is van gedacht dat eene wet noodzakelijk is. Daarom heeft zij hare werkzaamheden samengetrokken in een helder en bondig wetsontwerp.

Wanneer het land zich rekenschap zal geven van de diensten te trekken uit die instelling even nuttig als de school, zal het niet weifelen om zich de noodige opofferingen te getroosten.

Eigenschappen van het wetsontwerp.

Ons wetsontwerp bepaalt zich bij essentieele grondbeginselen, bij de leidbeginselen.

Het laat eene groote vrijheid aan de uitvoerende macht. Waar het zulke nieuwe stof geldt komt het er op aan zeer handig op te treden.

Het onderwerp telt enkel zes artikels, betrek hebbend op de toelagen en op de voorwaarden voor die toelagen, op de vergelding en de bescherming van het personeel en op de twee nieuwe beheerende organen : het centrale toezicht en de Hoogere Raad der bibliotheken.

De Hoogere Raad zal, naar ons oordeel, een machtige factor zijn voor de ontwikkeling en de volmaking der openbare bibliotheken.

Zoo men in enkele woorden de algemeene economie van het wetsontwerp wou tezamen trekken, zou men kunnen zeggen dat het er toe strekt om in iedere gemeente ten minste ééne gemeentelijke of ééne aangenomen bibliotheek in te richten; dat het toelagen verleent aan al de bibliotheken, zelfs de vrije indien zij de zeven vereischte voorwaarden vervullen; dat het een minimum van vergoeding voor de boekbewaarders vaststelt en het personeel der gemeente en aangenomen bibliotheken tegen verongelijking beschermt; dat het de benoeming van opzichters voorstaat welke de oogen zullen zijn der Regeering en de instelling van een Consultatieven Raad in bezit van het onontbeerlijke initiatief.

Ten minste één bibliotheek per gemeente.

Het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten erkent heden 1,601 openbare bibliotheken. In 1,490 gemeenten kent het geen enkele bibliotheek. Zoo er andere bibliotheken bestaan niet door het Ministerie erkend — en er zijn er — het is onbetwistbaar dat er in een groot aantal gemeenten geen openbare bibliotheek, dien naam waardig, bestaat. Uit het onlangs door het Ministerie van Landbouw op touw gezette onderzoek blijkt dat de landbouwwerklieden bijna niets lezen. De werkers en de bedienden der nijverheidsmiddelen en der steden lezen weinig, veel te weinig.

Om den leeslust op te wekken moet men beginnen met lezing aan te bieden. Daarom is het de eerste plicht der gemeente eene wel ingerichte, wel uitgeruste en wel beheerde bibliotheek ter beschikking harer inwoners te stellen.

Echter, rekenschap houdend met zekere gebeurlijkheden — gemeenten

met zeer kleine bevolking, gehuchten wier inwoners tusschen verscheidene gemeenten zijn verdeeld — nemen wij aan dat verscheidene plaatselijkheden zich zullen vereenigen mogen om eene openbare bibliotheek te stichten.

In dergelijk geval zal de Hoogere Raad zijn advies aan den Minister verstrekken. Dit advies zal nooit gunstig uitvallen als men bespeurt dat het voorstel om slechts eene enkele bibliotheek te stichten voor verscheidene gemeenten enkel voortspruit uit den zucht om zoo weinig mogelijk aan de geestelijke ontwikkeling van het volk te besteden.

De wet bepaalt de minimale lasten der gemeenten : het onderhoud, de inrichting, de verwarming en de verlichting van het lokaal alsook een jaarlijksche bijdrage van minstens fr. 0.25 per hoofd der bevolking voor het onderhoud der bibliotheek.

Wanneer men het nut der bibliotheek voor den enkeling, de familie en de gemeenschap nagaat zal de geldelijke opoffering niet hoog schijnen. Zooveel te meer ten andere, dat het eerder een plaatsing geldt dan een opoffering, dat kleine voorschot zal honderdvoudig in allerhande maatschappelijke nuttigheden opbrengen.

Die tol van fr. 0.25 is natuurlijk slechts een minimum dat de gemeentebesturen, hun plicht bewust, zich verhaasten zullen te overtreffen.

Zooals in het onderwijs.

Het staat de gemeente vrij om eene gemeentebibliotheek op te richten ofwel eene vrije bibliotheek aan te nemen.

In het eerste geval heeft zij zelf het beheer der bibliotheek in handen. In het tweede laat zij dit over aan het beheerend Comité der aangenomen bibliotheek voor het goed aanwenden van het gemeente-krediet volgens de in het aannemings-contract aangegeven leiding.

Wel te verstaan, is zoowel de gemeente-bibliotheek als de aangenomene voor al de inwoners toegankelijk.

De gemeente is er niet toe gehouden de bibliotheken door bijzonderen opgericht geldelijk te steunen. Indien deze de zeven bij artikel 2 opgesomde voorwaarden nakomen zullen zij den steun en de toelagen van den Staat genieten. De inspectie is belast met verslag te geven over elke gemeentelijke, aangenomen of aanneembare bibliotheek die eene Staatstoelage aanvraagt.

Indien dat verslag tot een weigering besluit en de bibliotheek zich ten onrechte veroordeeld acht, kan zij een beroep indienen bij den Minister welke, voor inlichting, advies van den Hoogeren Raad zal inwinnen. Procedure die allen vertrouwen zal inboezemen.

Dus, zoo de gemeente niet verplicht is aan de aanneembare bibliotheek een werkdadigen steun te verleenen, is er niets om haar te beletten zulks te doen. Hetgeen zij zonder twijfel doen zal zoo de bedoelde bibliotheek werkelijken dienst aan de bevolking bewijst. Soms zal zij aldus uit zuiver belang optreden : neem, bij voorbeeld een gemeente van tien duizend zielen die tot het oprichten eener bibliotheek besluit : het bestuur kent in de plaats

twee andere aanneembare bibliotheken; de eene bezit een belangrijke verzameling werken over de socialistische, de maatschappelijke, de huishoudkundige en syndicale leer, enz...; de andere heeft een collectie boeken over godsdienstige, zedelijke en professioneele vraagstukken en over de katholieke letterkunde; zal het niet in 't belang zijn van het gemeentebestuur die vrije werken te erkennen, te steunen en zelfs te subsidieeren, in der voege dat die drie bibliotheken kunnen aanzien als deelen van een geheel, onder opzicht van openbaar nut? En zoo zou de gemeentebibliotheek ontlast zijn van den aankoop van verzamelingen reeds bestaande in de twee vrije bibliotheken.

Niet uit het oog verliezen dat de drie bibliotheken voor al de inwoners der gemeente toegankelijk zijn: 't is eene der voorwaarden voor de Staats-toelage.

Op dien weg zal er zooveel mogelijk op verdraagzaamheid worden afgestuurd en op een toenadering tusschen personen en instellingen welke het gemeenzaam werk zijn toegenegen: de geestelijke ontwikkeling van het volk en zijn zedelijke verheffing.

Zoo in de wet men er zich toe beperken moet de leidende grondbeginselen te bepalen, achten wij het noodig in dit verslag beschouwen te lassen zooals bovengaande en zekere leerrijke suggesties vooruit te zetten welke gedurende de zittingen der Commissie werden gedaan.

Ziehier eene aanneembare bibliotheek welke niet over een voldoende lokaal beschikt; zoo zij zich tot de gemeentelijke of aangenomen bibliotheek richt, om over eenige schelven te beschikken, zou het passen dergelijke aanvraag met de grootste welwillendheid te onderzoeken en met den levendigen wensch tot een overeenkomst te geraken. Wat zal er gebeuren zoo zij voldoening ontvangt? Haar bibliothecaris zal zich naar de gemeentebibliotheek begeven in de openingsuren. Hij zou zich te gedragen hebben naar de richtingen van den gemeentebibliothecaris voor wat de regelen en de tucht der instelling betreft. Hij zou zijn lezers bedienen welke dikwijls naar den naburigen schelf zouden overgaan om den gemeentebibliothecaris om een roman te verzoeken of om een technisch werk of om 't even welk boek dat niet op de lijst der aanneembare bibliotheek voorkomt.

Altoos met het doel den goeden wil te vereenigen wenschen wij dat de Hoogere Raad der openbare bibliotheken aan de verschillende werken van openbare lectuur aanrade zich per stad of per gewest in te deelen om zekere propaganda gemeenzaam te ondernemen: berichten te verspreiden welke het bestaan en de werking der bibliotheken van de streek doen kennen, plakbrieven doen uithangen die de voordeelen der lectuur verkonden; propaganda-voordrachten inrichten, bibliothecarissen vereenigen welke zich onderling de aan de ondervinding te danken verbeteringen zouden mededeelen, enz.

De Commissie heeft in het wetsontwerp niet voorgeschreven hoe de gemeente-bibliotheek moet beheerd. Er moet rekenschap gehouden met het gemeenterecht, de plaatselijke aangelegenheden en de mogelijkheden.

Nochtans is men overeengekomen in het verslag eenige algemeene wijzigingen te geven.

De gemeenteraad duidt dus den bibliothecaris en het bestuurscomité aan de bibliothecaris, de schepen van openbaar onderwijs, twee raadsleden, een lid van het lager onderwijs, een lid dat het technisch onderwijs zoo het bestaat vertegenwoordigt, en, zoo er is, een lid voor het middelbaar onderwijs.

Elke aanneembare bibliotheek zal het recht hebben aan den gemeenteraad drie kandidaten voor het bestuurscomité voor te stellen waaruit de gemeenteraad dan een lid zou verkiezen.

Voor de aangenomen gemeentelijke bibliotheek zoo de formule natuurlijk veranderen: de stichters der aangenomen bibliotheek zouden de meerderheid der leden in het bestuurs-Comité aanduiden.

De gemeenteraad zou den schepen van het openbaar onderwijs afvaardigen, de verscheidene graden van onderwijs zouden er vertegenwoordigd zijn en iedere aanneembare bibliotheek zou drie kandidaten aanduiden waaronder er een zou worden verkozen.

Voor de kinderen.

Door het binnenbrengen van leden van het onderwijs in de openbare bibliotheek zal men de betrekkingen tusschen bibliotheek en scholen vergemakkelijken. De vertegenwoordigers der scholen zullen de boeken aanduiden die best passen voor hunne leerlingen en daardoor zelf zich verbinden om hunne leerlingen naar de bibliotheek te leiden.

Langs over kant is een gansche opleiding te verwezenlijken.

Men moet aan al de kinderen leeren niet van boeken te verslinden, om 't even welke boeken, doch te lezen met begrip, met steeds verrijkenden woordenschat, met steeds groeiend besef van het onderricht dat de boeken behelzen.

Hoewel aannemend dat de te nemen maatregelen door den toekomstigen Hoogen Raad onzer openbare bibliotheken zouden moeten voorgesteld, veroorloft de Commissie zich er van thans af de aandacht van den heer Minister van Wetenschappen en Kunsten te vestigen op de gelegenheid om de meesters en meesteressen aan te sporen om in de school « het uur der vertellingen » in te brengen, hun terzelvertijd aanbevelend de kinderen stelselmatig goed te leeren lezen.

Wij hebben vermeden in het wetsontwerp te brengen dat er verplichtende leerzittingen voor kinderen zullen zijn.

Doch in de onderrichtingen, raadgevingen en leidingen die zullen uitgaan, van het centraal beheer en in het *Bulletijn der Bibliotheken* dat, ons dunkt, door den Hoogen Raad zal moeten uitgegeven, zal aan die kwestie al het belang gegeven dat zij verdient.

De weg werd ons gewezen van uit den vreemde; wel gelukten de belgische proefnemingen, doch het is noodig ze te vermenigvuldigen en te verbeteren.

Subsidieerbare bibliotheken.

Artikel 2 vermeldt de voorwaarden waaraan eene bibliotheek dient te voldoen om recht te verkrijgen op hulp en toelage der Regeering.

Gelijk wij het reeds zegden, is het de opzichter die, in eersten aanleg, beoordeelen zal of het lokaal geschikt is en de andere voorwaarden nagekomen. Hij zal dit doen overeenkomstig de regels vastgesteld in de algemeene en bijzondere reglementen door den Hoogeren Raad aan den Minister te onderwerpen.

Hier dient vermeld het uitstekend initiatief van den Minister van Wetenschappen en Kunsten die eene toelage verleent aan de gemeenten welke, bij het opbouwen der schoollokalen, een zaal voorzagen bijzonder voor de bibliotheek bestemd.

In de gemeenten der verwoeste streken waar noch gemeentehuis noch school meer bestaat, zou de Regeering in de plannen van wederopbouw de voor eene openbare bibliotheek noodige lokalen dienen te voorzien.

Het is niet voldoende dat er boeken op de planken eener bibliotheek prijken om van deze verzameling eene openbare bibliotheek te maken. Het publiek moet ze bezoeken en er een toerrikend minimum van geestelijk voedsel vinden.

De Hoogere Raad der openbare bibliotheken zal den Minister een reglement voorleggen ter vaststelling van het minimum der te bezitten werken en van het jaarlijksch minimum cijfer der uitleeningen.

De openbare bibliotheek zal voor al de bewoners der gemeente openstaan, dit is eene essentiële voorwaarde. De zittingen voor uitleening zullen des te talrijker zijn naar mate de bevolking aanzienlijker is. Een minimum van twee-uur zittingen per week is in onze beslissingen vastgesteld. Eens het publiek werkelijk leeslustig geworden, zal het talrijke uitleenzittingen aanvragen en verkrijgen. In de steden hoort men snel tot dagelijksche zittingen te komen.

De bibliotheek moet kosteloos zijn. Dit is het algemeen grondbeginsel : het zal van gewone toepassing zijn in de gemeentelijke en aangenomen bibliotheken. Voor wat echter de aanneembare bibliotheken betreft, werken van louter privaat initiatief, dienen er uitzonderingen voorzien.

In de tegenwoordige voorwaarden van duur leven b. v., zou het talrijke vrije werken onmogelijk vallen hunne bibliotheek te onderhouden en nog onmogelijker ze te vermeerderen, zonder een gering leengeld per boekdeel te vorderen.

Het algemeen belang der lezers zoowel als van den Staat vereischt dus toepassing dezer uitzonderingen aan den algemeenen regel.

Het leven eener bibliotheek hangt grootendeels af van de hoedanigheid van den persoon die ze bestuurt. Van daar het aanzienlijk belang dat de Commissie in de vorming van goede bibliothecarissen stelt.

De vorming der bibliothecarissen.

Heden ontpopt zich bibliothecaris wie wil. Geen enkele voorwaarde wordt vereischt. Van af den dag dat de Staat aanzienlijke toelagen aan de openbare bibliotheken verleent heeft hij het recht, als eene der voorwaarden van het toekennen dezer toelagen, vakkundig bevoegde bibliothecarissen te vereischen.

Denzelfden weg werd door den Belgischen wetgever gevolgd in zake onderwijs.

Vijf jaar na de afkondiging der wet zou ieder nieuwe bibliothecaris eener gemeentelijke, aangenomen of aannembare bibliotheek, zijn akte van bibliothecaris dienen te bezitten.

Het examensprogramma is natuurlijk niet te vergelijken met dat van bibliothecaris aan de Koninklijke Bibliotheek.

Heeft de Commissie het zakelijk en bescheiden programma waarbij men zich dient te beperken niet in hare beslissingen opgenomen, dan is het dat zij van meening is dat dit onderwerp in de bevoegdheid ligt van den Hoogen Raad der openbare bibliotheken.

Onzes dunkens, zou dit een der eerste onderwerpen moeten zijn waarvan deze Raad zich behoeft te bekommeren. Ter bevordering trouwens der grondige vakkundige vorming der bibliothecarissen — dragers of niet van de akte — heeft de Commissie geregelde bijeenkomsten van bibliothecarissen voorzien, iets dergelijks als de onderwijzersconferenties.

Het spreekt van zelf dat om het zich voor te bereiden de kandidaten mogelijk te maken, men in verscheidene gewesten een groep van doelmatige leergangen zal moeten inrichten. De Hoogere Raad der openbare bibliotheken zou verzocht worden den heer Minister een volledig plan voor te leggen.

Vergoeding der bibliothecarissen.

Vereischt men van den bibliothecaris bijzondere kennis, volmaakte stiptheid in het uitoefenen van zijn ambt, zoo is het billijk dat hij eene zekere vergoeding ontvang.

Om deze vergoeding vast te stellen, hebben wij rekening gehouden met het besluit van 14 October 1920 hetwelk, ten laste van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten, eene vergoeding van 75 frank verleent aan den onderwijzer welke in bezit is van eene akte van bevoegdheid om eene bibliotheek te besturen en eene verdubbelde vergoeding wanneer hij het bewijs heeft geleverd dat hij werkelijk zijne kennis heeft gebruikt. Volgende cijfers zouden als grondslag kunnen dienen :

Voor ééne leen-zitting per week : 150 fr. aan den gediplom. bibliothecaris.

—	—	—	—	75 fr.	—	niet-gedipl.	—
—	twee	leen-zittingen	—	300 fr.	—	gediplom.	—
—	—	—	—	225 fr.	—	niet-gedipl.	—
—	drie	—	—	450 fr.	—	gediplom.	—
—	—	—	—	375 fr.	—	niet-gedipl.	—

Deze bezoldiging valt voor $\frac{3}{4}$ ten laste van den Staat, van $\frac{1}{4}$ ten laste der Provincie. Zoo het getal leenzittingen eener bibliotheek hooger loopt dan het minimum in artikel 2 (voorwaarde 5) vastgesteld, verdraagt zij zelf den last der aanvullende vergoeding welke zij den bibliothecairs beslist uit te betalen.

Het Toezicht.

Het centrale toezicht is een der bijzonderste onderdeelen van het beheer der openbare bibliotheken : de opzieners zijn gelast ten minste éénmaal 's jaars alle bibliotheken te bezoeken, zich ervan te verzekeren of ze in een behoorlijk lokaal zijn ingericht, of ze geregeld werken en of ze aan alle voorwaarden voldoen door de wet en de reglementen vereischt.

Als sanctie beschikken ze over een doeltreffend wapen : het voorstel van intrekking der toelage.

Maar dit is echter hun uiterste wapen : — hunne voornaamste opdracht zal eerder propaganda en raadgeving zijn dan bewaking.

Het te bereiken doel is het vermenigvuldigen en verbeteren der bibliotheken. Hun zending is dus vooral opbouwend.

De Commissie meent dat ten minste twee opzieners zoo snel mogelijk moeten benoemd worden : een voor het vlaamsche gedeelte, een ander voor het franschsprekend deel. Ten einde de eenheid van plan en handelen te verzekeren zou het toezicht over de bibliotheken tegenover den dienst-overste der bibliotheken aan het centraal beheer in onmiddellijke ondergeschiktheid moeten geplaatst.

De Hoogere Raad der Openbare Bibliotheken.

De opdracht van den Raad is aanzienlijk.

In al de vakken zijner bevoegdheid, zou de Raad het recht van initiatief bezitten.

In ons land ligt het breed veld der volkslectuur nog bijna gansch braak : deze toestand vereischt bij de raadgevers der Regeering eene zekere vrijheid van optreden en van opzoeking, onvereinigbaar met de nauwe beperkingen der gewone bevoegdheid der vroegere adviseerende raden, dewelke niet gerechtigd zijn om eene vraag te onderzoeken en een voorstel te doen, zoo de Minister ze niet aanhangig heeft gemaakt.

Onder de vragen door den Hoogen Raad op te lossen komt o. a. het uitgeven van een Bulletin der Bibliotheken voor en de gebeurlijke stichting van een Aankoopbureau van Boeken.

Alleen de Raad zal dus bevoegd zijn om de noodige onderzoeken in te stellen met het oog op de nauwkeurige voorstellen den Minister te doen.

Het Centrale Beheer.

Onder het stelsel eener organische wet of eener aanzienlijke vermeerdering der begrooting is de Centrale dienst der Volksbibliotheken tot eene veel meer belangrijke rol geroepen dan vroeger.

De dienst der Volksbibliotheken zal voortaan niet enkel zijne ambtenaren en bedienden bevatten maar ook zijne opzieners en zijn Hoogeren Raad. Deze groep zal weldra het « beheer » hebben over 3,000 en meer bibliotheken. Hij zal eene aanzienlijke begroting te verdeelen krijgen. Ieder jaar zal hij de wenschen van duizende bibliothecarissen in te zamelen hebben en de uit te deelen boeken aan te koopen. Verder, de onmisbare statistische onderzoeken, het lezen der jaarlijksche verslagen, het opstellen van zijn eigen verslag en hoeveel andere werkzaamheden waarvan de juist genoemde slechts het denkbeeld verwekken.

Samenwerking.

Al de beslissingen der Commissie zijn ingegeven door een beginsel van eendracht, ten einde al den goedwil te vereenigen om een enkel doel te bereiken : de volksbibliotheken te vermenigvuldigen en te verbeteren.

De Commissie beveelt de toenadering aan in de gemeenten van de officiele bedrijvigheid en het privaat initiatief. Zij heeft zich onthouden van algemeene voorstellen op te dringen en vergenoegt zich met het aansporen tot overweging, daar zij er de meening op nahoudt dat in de huidige omstandigheden het te verkiezen is de plaats aan het initiatief vrij te laten : in deze kiesche aangelegenheden, moet men van de omstandigheden gebruik zien te maken.

De bestendige technische overheid van den Hoogeren Raad zal, hopen wij, een wakkere bewaarster zijn dier toenaderingspolitiek, welke ook op provinciaal terrein zal moeten toegepast.

Van heden af hebben verscheidene provincies, in Vlaanderen en Wallonië, de openbare bibliotheken bevoordeeld. Het is te betreuren dat de overige nog niet volgden.

Het wetsontwerp zal aan allen een minimum van tussehenkomst opleggen dat, laat ons hopen, het aanvangspunt zal uitmaken eener meer belangrijke tussehenkomst.

Intusschentijd zal de groote te verwezenlijken hervorming bestaan in het verwerken der pogingen der provincies met die der gemeenten en van den Staat. Uwe Commissie heeft het nut noodzakelijk geacht bijzondere maatregelen voor te schrijven omdat deze, enkel door onderzoek en onderhandeling te bepalen, niet binnen het bereik vallen eener tijdelijke instelling als de onze. Zij vergenoegt zich het nut en de noodzakelijkheid eener innige samenwerking der drie openbare machten te doen uitkomen.

Een derde vorm der samenwerking is onontbeerlijk, namelijk die der Regeering met de bijzondere ondernemingen en vooral van het *Centraal Comité der Werken van Volkslectuur*. Dat werk is gekend en hooggeschat door de Regeering, vermits deze, terecht besloten heeft, het een jaarlijksche toelage te stemmen om het in het voortzetten zijner vaderlandsche zending te steunen.

Dat werk, gedurende de bezetting ontstaan, heeft 182 gedurende den oorlog verdelgde bibliotheken uit hun puinen doen herop rijzen ; het heeft

meer dan 30,000 boekdeelen over 1525 bibliotheken kosteloos verdeeld; het heeft 1631 nieuwe bibliotheken gesticht waaronder 766 in plaatsen die er vroeger geen bezaten; het heeft 1224 kisten van 100 boekdeelen in omloop.

In den geest der wet, zal een dusdanig werk, dat alle politieke partijen vertegenwoordigt, twee bijzondere zendingen te vervullen hebben : de eerste, den dienst beheeren der circulerende bibliotheken welke een machtig en noodzakelijk aanvulsel vormen der kleine en middelbare bibliotheken; de tweede, het helpen stichten van nieuwe bibliotheken, welke vooraleer door de Regeering herkend te worden, hun leefbaarheid moeten bewijzen.

Daar het Centraal Comité der Volkslectuur zijn hulp aan de openbare bibliotheken aan de zelfde voorwaarden als de Staat ondergeschikt maakt, spruit daaruit voort dat de pogingen der twee diensten zich aanvullen voor het zelfde doeleinde en tot grooter profijt voor het algemeen welzijn. De verdeeling van het werk, voor het oogenblik tusschen de twee diensten aangenomen, vermijdt de onnoodige herhalingen. En daar, sinds zijn ontstaan, de geest van toenadering de werkzaamheden van het Centraal Comité beheerscht, daar deze voortspruit uit zijne eigene natuur en de samenstelling zijner directie, blijkt het dat niets aanstoot geeft en alles samengaat om het voortzetten te wenschen der samenwerking der twee diensten.

In 't kort, samenwerking van het bijzondere initiatief en van de officieele poging binnen de gemeente of verscheidenē gemeenten — samenwerking der provincie en der gemeenten, der provincie en van den Staat — samenwerking van de Regeering met de groote werken van bijzonder initiatief : zulks schijnt eene der kenmerkende voorwaarden tot het beste welgelukken.

Samenvatting.

Alles wel ingezien, is het beste regiem — dat welke de meeste waarborgen oplevert — eene inrichtende wet. Zoo het zonder verwijl kan ingevoerd, zou elk weifelen verdwijnen, en de bevoegde overheid zou in staat zijn om voor goed het behoorlijke gebouw op te richten.

Het zou de grondlijnen vaststellen der politiek welke de Regeering in 't vervolg in zake openbare bibliotheken volgen wil.

De drie levenden factoren voor de verwezenlijking dier politiek zouden zonder dralen moeten in 't leven geroepen, namelijk : De Hoogere Raad, de Centrale Inspectie en de gediplomeerde bibliothecaris.

De vereischte voorwaarden voor het genot om officieele toelagen zouden worden afgekondigd.

Bij al dat zal de vruchtbare medewerking van het bijzonder initiatief gevoegd alsook die der drie belanghebbende machten : de gemeente, de Provincie en de Staat.

Het middenbeheer meer dan ooit bezield met den geest der door ons aangeprezen hervorming zou dit imponeerend geheel van den algemeenen goeden wil komen bekroonen.

Wanneer in iedere onzer 2,639 gemeenten er ten minste ééne wel ingerichte openbare bibliotheek zal bestaan, zal men er misschien mogen aan denken om van de openbare bibliotheek het middenpunt te maken der post-scolaire werken, zooals de school zulks is voor de scolaire werken. De Commissie echter heeft het goedgeacht bij dien wensch te blijven en met geen bepaald voorstel voor den dag te komen. Ten andere eerst hoeft het eerste punt van het programma — de inrichting der bibliotheek — verwezenlijkt vooraleer men er aan denke het tweede, de inrichting der post-scolaire werking rond de bibliotheek — tot stand te brengen. Wat er ook van zij, Mijnheer de Minister, de Commissie is van meening dat, zoo de Regeering onze suggesties aanvaardt, het zoo belangrijk vraagstuk der openbare bibliotheken zooniet opgelost, dat doch op goeden weg zou zijn voor de eindoplossing.

Deze negen beslissingen, na soms zeer levendige besprekingen, werden allen eindelijk met eenparige stemmen genomen. Het feit alleen dier eenparigheid bekomen met mannen welke van op de meest uiteenlopende politieke standpunten bijeenkwamen, wijst op de vruchtbaarheid van den goeden wil en de mogelijkheid van verstandhouding en van de actieve samenwerking in eene zaak die in het hoogste punt de openbare opleiding aanbelangt.

De Voorzitter,

CYR. VAN OVERBERGH.

De Verslaggever,

A. JAUNIAUX.



ANNEXE AU N° 208.

BIJLAGE BIJ N° 208.

PROJET DE LOI
relatif aux bibliothèques publiques.

Albert,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Ministre
des Sciences et des Arts,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Sciences et des
Arts présentera en Notre nom, aux
Chambres législatives, le projet de loi
dont la teneur suit :

ARTICLE UN.

La présente loi règle la situation des
bibliothèques publiques, communales,
adoptées ou libres qui, en déclarant s'y
soumettre, en réclameront le bénéfice.

ART. 2.

Les communes peuvent créer des
bibliothèques communales, ou en adop-
ter une ou plusieurs, selon les besoins.

Dans les communes où il n'existe
pas de bibliothèque répondant aux con-
ditions de la présente loi, l'administra-
tion communale sera tenue de l'établir
dès qu'elle sera sollicitée par des élec-
teurs représentant le cinquième du
corps électoral.

WETSONTWERP
betreffende de Openbare Bibliotheken.

Albert,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister van
Wetenschappen en Kunsten,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Wetenschappen
en Kunsten zal in Onzen naam aan de
Wetgevende Kamers het wetsontwerp
voorstellen waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EEN.

Deze wet regelt den toestand der
openbare gemeente- aangenomene of
vrije bibliotheken welke, door te ver-
klaren er zich aan te onderwerpen er
de voordeelen van aanvragen.

ART. 2.

De gemeenten mogen gemeente-bi-
bliotheken stichten, of er eene of meer
aannemen naar gelang de noodwendig-
heden.

In de gemeenten waar geen biblio-
theek bestaat welke binnen de termen
dezer wet valt, zal het gemeentebestuur
verplicht zijn er eene te stichten, zoo-
dra een aantal kiezers, een vijfde deel
van het kiezerskorps vormend, dit bij
hem aanvragen.

ART. 3.

Deux ou plusieurs communes peuvent être autorisées par le Roi à se concerter pour fonder ou adopter une bibliothèque intercommunale.

ART. 4.

Toute commune établissant ou adoptant une bibliothèque doit consacrer au moins 25 centimes par tête d'habitant au fonctionnement et à l'accroissement de la bibliothèque, indépendamment de l'aménagement, de l'entretien, du chauffage et de l'éclairage du local.

ART. 5.

Aucune bibliothèque communale ne peut être supprimée que par décision du Conseil communal, approuvée par le Roi. Le retrait de l'adoption est soumis aux mêmes conditions.

ART. 6.

Les bibliothèques publiques, communales, adoptées ou libres jouissent de l'aide et des subsides de l'État si elles remplissent les conditions suivantes :

- a) Être installée dans un local convenable ;
- b) Posséder un minimum de livres et effectuer un minimum de prêts ;
- c) Être accessible à tous ;
- d) Être gratuite, sauf une légère perception pour les prêts à domicile ;
- e) Avoir au moins une séance de prêts par semaine, dans les localités de moins de 3,000 habitants, deux, dans les localités de 3,000 à 20,000 habitants, trois, dans les autres ;
- f) Se soumettre à l'inspection de l'État ;

ART. 3.

Twée of meer gemeenten kunnen door den Koning gemachtigd om samen te overleggen een intercommunale bibliotheek te stichten of aan te nemen.

ART. 4.

Iedere gemeente die een bibliotheek sticht of aanneemt is verplicht ten minste 25 centiem per inwoner te besteden aan de werking en vermeerdering der bibliotheek, boven de inrichting, het onderhoud, het verwarmen en verlichten van het lokaal.

ART. 5.

Eene gemeente-bibliotheek kan slechts afgeschafte door eene door den Koning goedgekeurde beslissing van het gemeentebestuur. Het terugtrekken der aanneming is aan dezelfde voorwaarden onderworpen.

ART. 6.

De openbare, gemeente-aangenomen of vrije bibliotheken genieten de hulp en de toelagen van den Staat indien zij aan de volgende voorwaarden voldoen :

- a) Ingericht zijn in een degelijk lokaal ;
- b) In bezit zijn van een minimum boekdeelen en een minimum uitleeningen doen ;
- c) Voor allen toegankelijk zijn ;
- d) Kosteloos zijn behalve een geringe inning voor uitleeningen ten huize ;
- e) Ten minste een zitting per week hebben voor de uitleening in de gemeenten met minder dan 3000 inwoners, twee in die met 3000 tot twintig duizend inwoners, drie in de overigen ;
- f) Zich aan het Staats-toezicht onderwerpen ;

g) Être gérée par un bibliothécaire de nationalité belge, et possédant un certificat d'aptitude, sauf dispense par arrêté ministériel.

ART. 7.

Il est institué, auprès du Ministre des Sciences et des Arts, un Conseil Supérieur des Bibliothèques publiques.

ART. 8.

Un règlement d'administration générale réglera, endéans les trois mois tout ce qui concerne l'application de la présente loi, et notamment la composition et les attributions du Conseil Supérieur, la composition et les attributions de l'inspection, la délivrance du certificat d'aptitude, la situation des bibliothécaires, l'intervention de l'État soit par envoi de livres, soit par des subsides en espèces.

Donné à Bruxelles, le 5 avril 1921.

g) Bestuurd zijn door een bibliothecaris van Belgische nationaliteit en in bezit van een bekwaamheidsgetuigschrift, tenzij bij dispensatie bij ministerieel besluit.

ART. 7.

Er wordt bij het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten een Hoogere Raad der openbare bibliotheken ingesteld.

ART. 8.

Een reglement van algemeen beheer zal, binnen de drie maanden, alles regelen wat de toepassing dezer wet betreft, inzonderheid de samenstelling en de bevoegdheid van den Hoogeren Raad, de samenstelling en de bevoegdheid van het toezicht, het afleveren van het bekwaamheidsgetuigschrift, de toestand der bibliothecarissen, de tuschenkomst van den Staat hetzij door toezending van boeken, hetzij door toelagen in speciën.

Gegeven te Brussel, den 5 April 1921.

ALBERT,

Par le Roi :

Le Ministre des Sciences et des Arts,

Van 's Konings Wege :

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

J. DESTREÉ.

